

Au jour le jour

Mardi 23 octobre 1990

Débat

Moyen-Orient

La démocratie reste un luxe

par Chibli Mallat *

Dans la crise du Golfe, on a négligé jusqu'ici une considération centrale que François Mitterrand a réintroduite dans son discours récent à l'ONU. Il s'agit de la nécessaire démocratisation des pays du Moyen-Orient. Le lien entre l'absence de processus démocratique et les explosions régulières et démesurées dans la région mérite l'attention.

D'un point de vue historique, la plupart des pays de la région ont vécu ou espéré vivre dans un système libre. Qui se souvient aujourd'hui que l'Irak des années 1920 était en proie à des luttes autant axées sur l'indépendance que sur la demande d'une réelle représentation électorale, que le Koweït lui-même était un émirat qui a connu une opposition parlementaire active et sérieuse depuis l'indépendance en 1961, lorsque le Parlement n'était pas suspendu ?

Mais il faut le dire, seul le Liban avait atteint le seuil démocratique qui suppose une consultation électorale régulière et la présence perpétuelle de formes d'opposition s'exprimant dans une presse libre. Or, la dernière tenue d'élections libres dignes au Liban remonte à la consultation parlementaire de 1972. La démocratie serait-elle un luxe d'exception pour le Moyen-Orient ?

Par ailleurs, on ne peut accepter, juridiquement, que soient liés droit interne et droit international, en faisant dépendre le retrait irakien de la démocratie au Koweït. Seuls les Koweïtiens sont en droit de décider des formes institutionnelles que leur pays adoptera.

Il y a une dimension ubuesque dans le tintamarre orchestré par Bagdad sur la corruption et le népotisme des gouvernants dynastiques. Car on



Saddam Hussein, leader de l'un des régimes les plus répressifs de la région.

connaît peu de régimes aussi systématiquement répressifs que celui du Ba'ath irakien, au pouvoir depuis 1968. Le Conseil de Commandement de la Révolution qui, dans la Constitution de l'Irak, est le suprême pouvoir législatif autant qu'exécutif de la République, est un modèle de pouvoir opaque et imperméable à une expression populaire minimale.

Aventures expansionnistes

Dès lors, quels arguments pourraient favoriser le renforcement d'un lien éventuel entre la démocratie et la résolution de la crise du Golfe ?

De même que le droit international ne peut être applicable qu'en bloc, et que les résolutions de l'ONU pour le retrait irakien ne peuvent que raviver l'urgence du retrait israélien des territoires occupés et du Liban, de même un droit international qui fait fi des réalités politiques et sociales ambiantes ne peut que se heurter tôt ou tard à ses limitations. Plus un régime étouffe à l'intérieur, plus il sera tenté par les aventures expansionnistes !

Il est vrai qu'il est difficile de s'enthousiasmer pour les nababs de l'argent pétrolier, qui vivent dans leur superbe raciste, dans un État à plusieurs discriminations : en haut, un émir et une famille gouvernante autoritaire et népotiste, quelque 700 000 Koweïtiens avec peu de droits politiques et deux ou trois fois plus d'étrangers, dont certains ont vécu cinquante ans et bâti un pays qui s'acharne à leur refuser tout autre droit que de faire de l'argent. Il y a là à redire. Mais il est faux de demander des comptes aux gouvernants koweïtiens : car c'est à l'envahisseur, et non au gouvernement envahi, que la question démocratique doit s'adresser.

Pour l'instant, et à moins de penser à une alternative à Bagdad, le lien entre démocratie et gouvernements stables dans cette région reste du domaine du souhait.

* Professeur de droit à l'université de Londres.